

Notre-Dame et le Président



Vu par
Christine Clerc

Après l'incendie de la cathédrale, un nouvel incendie politique ? Après le formidable élan national pour sauver un joyau de notre patrimoine, symbole d'une histoire française chrétienne mais aussi républicaine (en témoignent la cérémonie d'abolition de l'esclavage, en 1794, et le Te Deum de la Libération, en 1944), voilà que le mot « dérogations », inscrit par le gouvernement dans le projet de loi de restauration de Notre-Dame, brise une exceptionnelle communion patriotique. Quand sept Français sur dix s'opposent, comme un millier d'experts, au principe d'une loi d'exception pour la reconstruction accélérée de la cathédrale de Paris et aux éventuelles « dérogations » aux règles de l'urbanisme et de l'environnement ; quand un éventail aussi large d'élus, allant des Républicains à la communiste Marie-George

Buffet, en passant par des représentants de La France Insoumise, se dresse en clamant « Notre-Dame appartient à tous » ; quand des millions de Français - à l'exclusion de dirigeants de l'Unef, gagnés par la fièvre islamo-gauchiste, qui voient là « un délire de petits blancs » - ont pleuré, le 15 avril, et envoyé un milliard d'euros de dons, c'est un signe lumineux. Emmanuel Macron aurait dû y être sensible. Or, le président de la République donne l'impression d'avoir fait de ce chantier une affaire personnelle. Cela lui vaut d'être accusé (par Dupont-Aignan) de « népotisme » et de réveiller, chez les sénateurs, les députés, les maires et une partie de ses propres électeurs, la défiance qu'il avait cru apaiser en animant le grand débat. Une fois de plus, trop pressé de voir se dresser une nouvelle flèche symbolique dans le ciel de Paris, Macron a négligé les « corps intermédiaires », fussent-ils prêts au dialogue. Comme si cinq mois de crise ne l'avaient pas changé.